

Energie, Hollande au



**Au fait, avec quelle
électricité fera-t-on
rouler ces voitures,
le charbon ou le soleil ?**

Convaincu. François Hollande inaugure l'usine de batteries de Vincent Bolloré (à dr.), à Ergué-Gabéric, près de Quimper, le 20 septembre.

pays des merveilles

Contradictions.

Il vante une énergie verte pas chère et avec des emplois. Vraiment ?

PAR PATRICK BONAZZA

Nile président de la République ni son Premier ministre n'ont jamais cultivé avec ferveur la fibre écologique. Mais le soutien des Verts vaut bien une messe, comme cette conférence environnementale des 20 et 21 septembre. Cécile Duflot, chef de file des ministres EELV, a beaucoup apprécié l'exercice. Elle a de quoi : toutes les mesures à effet immédiat concernent la rénovation et l'isolation des logements, son domaine. Noël Mamère, député de la Gironde, fidèle à son franc-parler, trouve, lui, que cette conférence est un « *enfumage* ». Si l'on s'en tient au volet fiscal de la loi-programme sur l'énergie qui devait être déposée ces jours-ci et attendra l'an prochain, on ne peut pas lui donner tort. En pleine « pause fiscale », voilà que le gouvernement invente de nouveaux prélèvements. Il va puiser dans une partie des « gains financiers » tirés par EDF de son « parc nucléaire existant ». Et, en plus, créer une contribution climat-énergie dont on nous explique qu'elle ne servira à rien en 2014 pour mieux se déployer

ensuite... Et, comme elle sera neutre l'an prochain, on ne touchera donc pas au prix du diesel, au grand dam des écolos, qui font de la taxation de ce carburant une mesure emblématique. Voyage dans les méandres mystérieux de la politique énergétique de François Hollande et Jean-Marc Ayrault, « *acte majeur du quinquennat* ».

« L'AVENIR, C'EST LE SOLAIRE ET L'ÉOLIEN »

Sous François Hollande comme sous Nicolas Sarkozy, l'objectif n'a pas changé : les énergies renouvelables devront compter pour 25 % de la production d'énergie en 2020. Un sacré bond en avant si l'on considère que, l'an dernier, pour l'électricité, nous n'en étions qu'à 15 %. Et encore, grâce d'abord et avant tout à une vieille énergie, l'hydroélectricité (11 % à elle seule). Or, malheureusement pour les barrages, les jeux sont faits : la plupart des sites français sont équipés. Et s'il s'en présente un (ce fut le cas sur la Loire il y a vingt ans), les écolos et les riverains sortent la hache de guerre. Leurs renouvelables favoris restent le solaire et l'éolien. **Or, sans entrer du tout dans la polémique, tous les énergéticiens l'affirment, l'Europe n'est pas une terre de prédilection pour ces énergies.** Avec les champs d'éoliennes de la mer du Nord et de la Baltique, l'Europe aura vite saturé son potentiel. La France, avec l'équipement en cours de sa façade atlantique, aura aussi rapidement atteint sa limite. Et, au sol, hormis dans

le couloir rhodanien, **les vents sont un peu faiblards.** Le solaire non plus ne donne pas son maximum en Europe. « *Il est rentable en Californie du Sud ou dans le désert de l'Atacama, disent les professionnels, mais pas en Allemagne, et même pas en France au sud de la Loire.* » De plus, les panneaux sur les toits des résidences ne sont pas la panacée : les fermes solaires, en concentrant les rayons, captent davantage d'énergie. Mais où les mettre ? **On peut donc toujours faire de l'éolien ou du solaire en Europe. Mais il ne faut pas en attendre de miracles.**

« ON VA CRÉER BEAUCOUP D'EMPLOIS »

François Hollande se garde bien de dire combien d'emplois pourrait créer la « *transition énergétique* ». Sa prudence l'honore. Nul ne le sait, en effet. Si beaucoup de secteurs (audit, conseil, ingénierie...) « *verdissent* », ils ne sont pas nouveaux à proprement parler. Les véritables créations sont surtout attendues dans l'industrie ou dans le bâtiment, sans parler du démantèlement des centrales, qui ne créera pas autant d'emplois qu'il en supprimera. Dans l'industrie, la France a sans doute raté un train. Si Alstom et Areva sont présents dans l'éolien, le gros du marché a été raflé par le Danemark (avec Vestas, qui n'est au mieux de sa forme) et l'Allemagne (Siemens, surtout). Dans le solaire, la situation n'est pas terrible non plus. L'industrie européenne, sapée par ■■■

Les données d'un débat faussé

Entre 3 et 4 degrés

C'est, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, l'élévation de température envisagée à la fin du siècle en cas d'inaction.

4 milliards d'euros

C'est le coût annuel de financement des énergies renouvelables (éolien et solaire), en France.

750 millions d'euros

Ce pourrait être le manque à gagner de l'abaissement de 10 à 5 % de la TVA sur la rénovation thermique des bâtiments.

20 milliards d'euros pendant quinze ans

C'est le montant annuel additionnel des investissements pour assurer la transition énergétique.

Contribution climat-énergie

Calculée en fonction des émissions de CO₂, elle vise les carburants, le charbon, le gaz naturel et le fioul lourd domestique. Exemptés : pêcheurs et routiers.

70 milliards d'euros

C'est le montant des importations d'hydrocarbures. L'objectif est de gagner 20 à 50 milliards d'ici à 2030. Ambitieux !

■ ■ ■ la Chine, est en déroute. L'allemand Q Cells, qui dominait le monde au tournant du siècle, a déposé son bilan en 2012. Siemens est sorti de cette industrie. En France, Total, en reprenant l'américain SunPower, a certes consolidé un pôle recherche dans l'Hexagone, mais il cherche fortune ailleurs. En fait, là où la France possède un vrai champion mondial, c'est avec Schneider dans les réseaux électriques intelligents et dans l'efficacité énergétique, seul concept qui fait l'unanimité entre experts et industriels.

Mais, s'agissant d'emplois (surtout quand ils ne sont pas délocalisables), ce que les politiques ont surtout en tête, c'est le bâtiment. Pas vraiment nouveau... La réhabilitation et l'isolation des logements anciens pourraient, c'est vrai, mobiliser beaucoup de bras. D'autant que François Hollande a mis la barre très haut: 500 000 logements par an jusqu'à 2017. Son prédécesseur, plus modeste, l'avait mise à 400 000. Problème pratique: en 2013, seuls 145 000 seront rénovés. Problème de fond: ces emplois sont lourdement subventionnés par toute une batterie d'aides (primes, crédit d'impôt, TVA à 5% au lieu de 10% sur les travaux...). Pas évident en période de disette budgétaire.

« LA COMPÉTITIVITÉ DU PAYS VA SE RENFORCER »

Pour alléger la facture énergétique du pays, le président de la République a pris une option radicale: réduire la consommation de 50% à l'horizon 2050. Effort considérable, énorme. Aucun grand industriel ne pense que l'on puisse atteindre un résultat aussi spectaculaire. Cette ambitieuse projection est en fait un tour de passe-passe: parler de consommation dispense de parler du prix des énergies. Or la vérité obligerait à dire que ces prix vont monter. L'exemple de l'Allemagne est édifiant. Dans un pays qui avance à marche forcée vers le solaire et l'éolien, les grands industriels paient leur électricité au même prix que leurs concurrents français. Par quel miracle? Simple: les particuliers allemands paient leur électricité deux fois plus cher que les particuliers français.

La France paraît prendre le chemin inverse. Sa contribution climat-énergie, nouvelle taxe carbone revue et corrigée, frappera en priorité les industriels. Et que dire de la contribution – encore (trop) vague – demandée à EDF pour la contraindre à partager sa « rente nucléaire ». En revanche, les toutes nouvelles subventions sur les travaux d'isolation iront aux particuliers et aux artisans. Les ménages les plus précaires bénéficieront d'une attention toute particulière. Equation terrible: plus les prix de l'énergie seront élevés, plus les subventions seront fortes! Où est donc passée la compétitivité dans tout ça?

« LA FRANCE PRODUIRA MOINS DE CO₂ »

La France est l'un des pays industrialisés qui émettent le moins de CO₂. Mais elle compte faire mieux. Elle entend même diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 (le fameux facteur 4).

On connaît les contraintes de l'exercice: la France veut réaliser cette performance en effaçant progressivement l'électricité produite à partir du nucléaire (pas plus de 50% en 2025, contre 75% aujourd'hui). Le nucléaire, c'est certain, est une énergie à risques (Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima), mais qui ne dégage pas de carbone. **Le soleil et l'éolien non plus n'émettent pas de CO₂, mais ils ont un gros défaut: ils produisent de manière intermittente (quand il y a du vent, quand il y a du soleil).** Physiquement, ils ne peuvent absolument pas prendre le relais du nucléaire. Alors, par quoi remplacer le nucléaire sans augmenter les émanations de CO₂? **L'exemple de l'Allemagne, qui a fermé en 2011 huit réacteurs, est peu encourageant. L'an dernier, les émissions de CO₂ ont augmenté. En Allemagne, les 130 centrales à charbon tournent à fond, et d'autres vont ouvrir... On sollicite même le lignite, l'une des énergies les plus sales. Un recours accru au gaz pour produire l'électricité limiterait la casse (il produit deux fois plus de CO₂ que le charbon). Mais, avec le boom du gaz de schiste, les Etats-Unis, ne sachant que faire de leur charbon, l'écoulent à bon prix en Europe. L'Allemagne exploite le filon et ferme ses centrales au gaz, trop chères. Un grand gâchis. Si elle voulait être plus vertueuse que l'Allemagne, la France pourrait s'intéresser à son gaz de schiste pour en connaître le potentiel et voir s'il est exploitable sans atteinte à l'environnement. Mais Sarkozy a fermé la porte et Hollande l'a verrouillée. Alors si, pour éviter le charbon, la France veut passer au gaz (pas plus de 7% de son électricité aujourd'hui), il lui faudra en importer davantage.**

« ON ROULERA À L'ÉCONOMIE »

Le pétrole, énergie fossile mise au ban, conserve un rôle prépondérant (70%) dans les transports. Comment peut-on le faire reculer dans un pays où les déplacements collectifs sont déjà très développés? Le président de la République a une idée: relancer le transport de marchandises par rail. On lui souhaite bien du courage, car voilà trente ans que l'on entend cette rengaine sur le fret ferroviaire que la CGT, régnant en maître à la SNCF, ne veut pas entendre. La route a donc toutes les chances de rester dans le paysage. D'où l'insistance du président à promouvoir les « voitures intelligentes et décarbonées » (la 2-litres-aux-100, l'hybride l'électrique...). Avec, apparemment, un faible pour la voiture électrique. François Hollande n'est-il pas allé, le 20 septembre, visiter l'usine de batteries de Vincent Bolloré en Bretagne? La voiture électrique a peut-être un avenir. En attendant, le marché n'a vraiment démarré dans aucun pays. L'accent mis sur le sujet (au fait, avec quelle électricité fera-t-on rouler ces véhicules, le charbon ou le soleil?) a en tout cas un avantage politique: il permet de gagner du temps en évitant de trop s'étendre sur la taxation du diesel que les écologistes réclament à cor et à cri, oubliant que le prix du gazole est une affaire bien trop sensible quand un gouvernement promet une pause fiscale. Pour cette fois, tant pis pour les écolos! ■